

## **Réponses aux questions du collectif innovation 2017.**

### 1. Innovation et emploi

L'innovation est-elle la clé de la réponse au chômage, tel que vous le suggérez ? Nous tenons d'abord à dire que nous saluons les ingénieurs, les techniciens, les ouvriers qui, souvent sans que cela leur rapporte quoi que ce soit de plus, consacrent leur énergie à améliorer les techniques, en particulier les techniques de production. Leurs efforts sont en effet le gage que l'humanité saura un jour définitivement sortir de la misère et du besoin. Mais on ne peut pas prêter à l'innovation technique plus qu'elle ne peut. En particulier, le chômage n'est pas un problème technique, mais un problème de rapport de forces entre les classes sociales. Ainsi l'innovation technique dans les moyens de production, par exemple les chaînes de montage robotisées, est source de chômage si les travailleurs n'imposent pas que l'utilisation de ces moyens techniques ultramodernes soit accompagnée de la diminution du temps de travail et de la répartition du travail entre tous. Sans un tel rapport de forces empêchant le patronat de décider selon ses profits, l'innovation technique ne peut servir qu'à supprimer des emplois afin d'augmenter les bénéfices.

De même, quand émergent de nouveaux secteurs plus profitables, la loi du marché est telle que les capitalistes ferment des entreprises dans les anciens secteurs devenus moins rentables.

C'est d'ailleurs une des contradictions de fond de la société capitaliste. Les possibilités techniques de produire des richesses, de soigner, de voyager, de communiquer sont sans cesse améliorées et pourtant la misère, le chômage ne régressent pas en proportion, loin de là. Les techniques modernes ne sont mises en œuvre que si elles rapportent du profit. Pour que l'innovation technique serve toute la société, il faudrait que l'économie soit gérée collectivement et rationnellement, il faudrait en finir avec le marché.

### 2. Stimuler l'entrepreneuriat

Nous pensons que les innovateurs trouveraient vraiment leur place dans une société où les besoins des hommes seraient la priorité. Déjà aujourd'hui, dans nombre de laboratoires de recherche publics, ce n'est pas le profit qui motive les chercheurs, mais la soif de connaître, de créer, de soigner. Si les chercheurs sont obligés de se tourner vers le marché, de créer leur entreprise pour valoriser le produit de leur recherche, c'est parce que les crédits publics ne sont plus à la hauteur de ce qu'ils étaient. Il n'est donc pas question pour nous de « stimuler l'entrepreneuriat » dans ce pays, mais de promouvoir les intérêts de la collectivité en défendant la recherche publique.

### 3. Financer l'innovation et lui donner une dimension mondiale

Le financement de l'innovation en France est surtout une source sans fin de détournement de fonds. Il suffit de voir ce que les entreprises font du Crédit Impôt Recherche. C'est pour elles une manière de se faire subventionner sans même que la véracité de leur « recherche » soit contrôlée. Ce financement profite en premier lieu aux plus grosses d'entre elles. Il en est de même des pôles de compétitivité qui permettent surtout à quelques trusts de faire

financer leurs développements techniques par l'Etat, qui supporte ainsi les risques tandis que les entreprises et leurs actionnaires récoltent les profits.

Il est d'ailleurs indécent que l'Etat ou des collectivités locales soutiennent des start-up ou des Business Angels. C'est une autre manière de subventionner les trusts. A la fin, quand un trust rachète une start-up qui a réussi à percer, quelques chanceux deviennent millionnaires, mais le trust qui la rachète multiplie lui sa mise et profite ainsi du développement de nouveaux produits aux frais de la collectivité.

#### 4. La recherche et la formation

Nous ne pensons pas qu'il faille « resserrer les liens entre formation, recherche et entreprises ». Toute une partie de l'enseignement supérieur est en train de mourir de ces réformes qui justement font des entreprises l'arbitre dans la formation supérieure. L'enseignement doit au contraire permettre au plus grand nombre d'accéder à une culture générale la plus vaste possible dans tous les domaines, et non chercher à mettre les étudiants dans les rails de ce qui profitera aux entreprises. Sur le fond, ces réformes de l'enseignement supérieur ne servent aujourd'hui qu'à faciliter aux entreprises le recrutement de salariés déjà formés et prêts à être exploités, ce qui fait économiser au patronat les mois ou les années pendant lesquelles les ouvriers, les techniciens et les ingénieurs se formaient aux métiers spécifiques de la branche dans laquelle ils travaillaient.

De même le « transfert de savoir-faire de la recherche à l'économie » n'est pas souhaitable sans que les entreprises soient véritablement contrôlées par la collectivité. Il suffit de voir ce que Monsanto a fait des Organismes Génétiquement Modifiés. Alors qu'ils pourraient permettre de nourrir plus facilement des peuples entiers, les OGM entre les mains de Monsanto sont devenus une source d'endettement et d'asservissement sans fin pour des millions de paysans.

#### 5. La mission de l'Etat

Un Etat au service des intérêts de la collectivité investirait dans la recherche publique, rétablirait les crédits amputés ces dernières années, embaucherait des chercheurs, des techniciens, des ouvriers dans des laboratoires. Et il permettrait à tous de bénéficier des résultats de leurs travaux en les mettant à la disposition de la collectivité. L'Etat dans ce pays fait tout le contraire depuis des dizaines d'années. Il réduit les moyens du secteur public et met la recherche publique au service des intérêts du privé. Il est fondamentalement au service de la classe capitaliste.

#### 6. Rétablir un consensus favorable à l'innovation

Vous posez la question du principe de précaution que vous rendez responsable du « blocage » de l'innovation. Nous pensons au contraire que le principe de précaution n'est pas suffisamment appliqué et que les entreprises privées ont trop de liberté. Elles peuvent mettre sur le marché leur production sans véritable contrôle. Il suffit pour cela de se remémorer le scandale du Médiateur, celui de l'amiante, celui des prothèses PIP... Pour « rétablir un consensus favorable à l'innovation », il faut un véritable contrôle de ce que font

les entreprises, non seulement par leurs travailleurs mais aussi par les consommateurs. Un tel contrôle n'est possible qu'avec la suppression du secret industriel, commercial et bancaire.

#### 7. La révolution juridique

S'il y a une révolution à faire, elle est dans le domaine de la propriété. Il faudrait en finir avec le secret industriel, les licences, la propriété intellectuelle, les brevets qui sont autant de moyens pour les trusts de protéger leur marché et qui au final entravent le progrès technique. Ainsi, dans la recherche du vaccin pour Ebola, on a vu des laboratoires privés en concurrence les uns avec les autres protéger jalousement les résultats de leurs recherches alors qu'une coopération entre ces équipes aurait sans doute permis de trouver un résultat plus rapidement. On le voit aussi avec les brevets qui sont autant un moyen de protéger et de monnayer une idée qu'un moyen d'empêcher d'autres de développer cette idée. Les entreprises consacrent à la propriété intellectuelle et au secret industriel des sommes folles, car ils sont les garants de leurs profits.

Guillaume PERCHET  
Pour l'équipe de campagne de Nathalie Arthaud